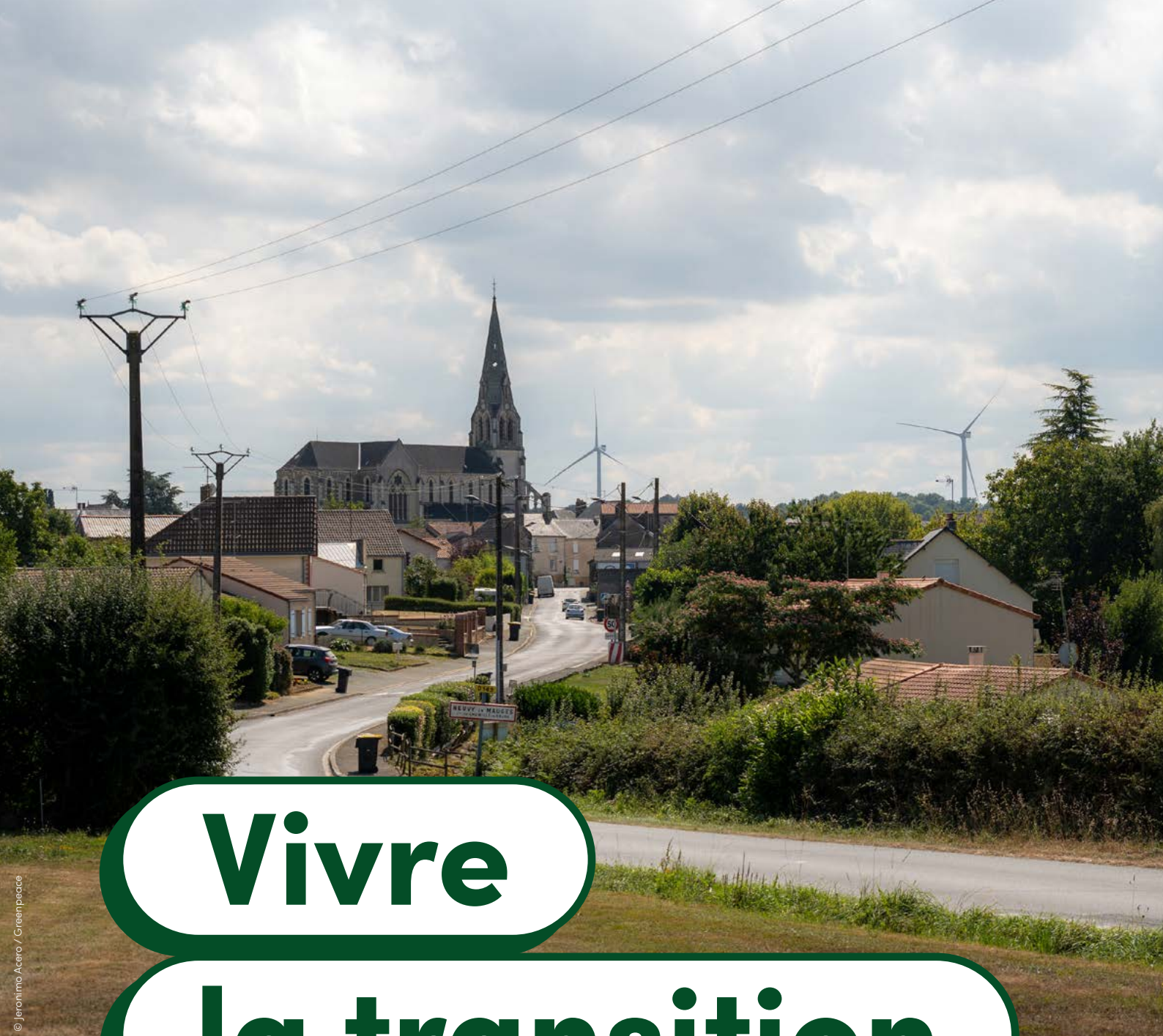




© Jeronimo Acero / Greenpeace

Vivre

la transition

**Ce que révèle une enquête participative
sur l'écologie du quotidien
et la justice sociale**

**RAPPORT PUBLIÉ
EN MARS 2026**

GreenVoice

INSA | INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
RENNES

GreenVoice est la plateforme de pétitions de Greenpeace France (GPF). Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement citoyen engagé pour construire un monde durable et équitable.

Le Laboratoire Fabrique de Pensée Critique (LFPC) est une équipe de recherche en sciences humaines et sociales ancrée à l'INSA Rennes, qui interroge les transformations contemporaines liées aux techniques et au numérique. Il développe une approche critique et située des technologies, attentive aux enjeux de justice sociale, de transition écologique et de démocratie. Le LFPC vise à produire des savoirs exigeants et publics, capables d'éclairer l'action collective et de transformer les pratiques d'ingénierie et de gouvernance.

Ce rapport est le fruit d'un contrat de collaboration de recherche entre Greenpeace France et le Laboratoire Fabrique de Pensée Critique. Greenpeace France est ainsi à l'origine de la commande de ce rapport, qui a été rédigé par le LFPC et auquel l'équipe GreenVoice a contribué.

Rapport publié en mars 2026

par Greenpeace France
13 rue d'Enghien 75010 Paris France
greenpeace.fr

Contact :

contact@greenvoice.fr

Copyright et propriété intellectuelle

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle de tout ou partie des contenus, des résultats et/ou informations issus des documents publiés ou mis à disposition par Greenpeace sans autorisation préalable de Greenpeace est interdite. Notamment, aucune reprise et/ou utilisation et/ou diffusion ne peut être réalisée à des fins d'exploitation commerciale et/ou de promotion et/ou de publicité sans l'accord préalable et écrit de Greenpeace. Toutefois, Greenpeace autorise la reprise et/ou l'utilisation et/ou la diffusion des contenus, des résultats et/ou informations issus des documents publiés ou mis à disposition par Greenpeace sous réserve de la mention exacte de la source et uniquement à des fins universitaires, éducatives

ou dans un cadre strictement non lucratif et de défense de l'intérêt général, et ce à condition que lesdites utilisations ne contreviennent pas aux valeurs promues par Greenpeace.

Il est à cet égard rappelé que Greenpeace est un réseau international d'organisations indépendantes qui agissent selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement, la biodiversité et promouvoir la paix, s'appuyant sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagés pour construire un monde durable et équitable.

Toute utilisation de l'image de Greenpeace et/ou de ses contenus et/ou documents diffusés par Greenpeace est interdite, et notamment toute

utilisation et/ou tentative d'utilisation de l'image de Greenpeace et/ou de sa dénomination et/ou de ses logos et/ou de ses travaux, contenus et documents visant à ou étant susceptible de laisser penser à un lien, un soutien, un parrainage, une publicité, une approbation, un agrément de Greenpeace (notamment d'un produit, d'une personne, d'une entreprise, d'un parti politique, d'une candidature à une élection) sans son autorisation préalable expresse est prohibée.

Toutes utilisations à des fins commerciales, ou à des fins autres que celles répondant aux objectifs de Greenpeace, du nom et/ou de la notoriété de Greenpeace constituent en outre des actes fautifs.

Sommaire

Résumé	4
Introduction	5
PARTIE 1 Vivre l'écologie au quotidien : entre attentes fortes et difficultés	8
Des niveaux de satisfaction qui dessinent une hiérarchie claire	9
Vivre écologiquement ne signifie pas la même chose selon les territoires	10
Des écarts marqués entre communes urbaines et rurales	10
Une transition plus accessible en ville, mais pas nécessairement plus juste	14
Ce que révèle la variable territoriale	14
L'effet de l'âge sur l'expérience de la transition écologique	14
PARTIE 2 Les principaux freins à la transition relèvent d'abord de l'organisation collective	16
Des freins répandus dans toutes les catégories sociales	17
Ce que disent les personnes les plus insatisfaites	18
Une transition qui dépend avant tout de choix collectifs	19
PARTIE 3 Quand les difficultés du quotidien s'accumulent, la démocratie locale s'affaiblit	20
La participation citoyenne, un point de fragilité central	21
Un malaise démocratique fortement marqué dans certains territoires	21
Quand les difficultés matérielles et démocratiques se renforcent les unes les autres	22
Une attente forte de pouvoir agir localement	23
Conclusion	24
Annexes	26

Résumé

Pourquoi la transition écologique, pourtant soutenue, reste-t-elle si difficile à vivre dans de nombreuses communes ? À quelques semaines des élections municipales, c'est à cette question que GreenVoice (la plateforme de pétitions de Greenpeace France) a voulu répondre, en partenariat avec le Laboratoire Fabrique de Pensée Critique (LFPC).

Pour y arriver, l'opinion de près de 15 000 personnes a été recueillie. Elles ont répondu à une grande consultation portant sur l'écologie du quotidien dans leur commune. Se déplacer, se loger, se nourrir, préserver son cadre de vie, participer aux décisions locales, autant de dimensions très ordinaires, et pourtant décisives, de la transition écologique. Grâce aux réponses collectées, nous avons dressé un état des lieux des besoins et des freins à des pratiques plus durables, dans une diversité de territoires représentatifs des communes (urbaines, périurbaines et rurales) dans lesquelles sont réparties les Françaises et les Français. Les résultats sont clairs ; l'écologie du quotidien n'est pas vécue de la même manière sur tous les sujets et sur tous les territoires. Ces résultats mettent en lumière cinq dimensions clés du vécu de la transition écologique par les Françaises et les Français, autant de grilles de lecture pour repenser la manière dont la transition écologique se déploie aujourd'hui :

- ▶ Ce n'est pas l'écologie qui est rejetée, ce sont ses conditions de mise en œuvre : les domaines les plus mal évalués sont ceux qui dépendent directement de décisions collectives et locales ;
- ▶ Le code postal pèse plus que les convictions : la transition est vécue comme plus contraignante en milieu rural, faute d'alternatives accessibles ;
- ▶ On ne peut pas changer sans solutions à portée de main : l'absence d'offre arrive très largement en tête des freins cités ;
- ▶ Sans transition juste, la démocratie locale s'affaiblit : la participation citoyenne est le point le plus critique de l'enquête ;
- ▶ La transition se joue dans les communes : transports, logement, dialogue citoyen... les leviers clés relèvent de l'échelle locale.

Cette enquête invite à changer de regard sur la transition écologique. Elle montre que l'enjeu n'est plus de convaincre de son importance, mais de créer les conditions concrètes pour qu'elle puisse être vécue et partagée par le plus grand nombre. Cela implique de renforcer les capacités d'action locale, mais aussi les espaces de dialogue et de décision. Sans prise sur le réel, la transition risque d'alimenter frustrations et défiance. C'est ce que nous observons déjà sur GreenVoice. Faute de vitalité démocratique suffisante, l'outil pétition est devenu un élément clé du répertoire d'action des personnes engagées pour la transition écologique sur les territoires et tout particulièrement dans la ruralité.

Introduction

La transition écologique est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Le dérèglement climatique et la dégradation des milieux de vie, alimentés par l'ultraconsommérisme, l'exploitation effrénée des ressources naturelles et la dépendance aux énergies fossiles, imposent la transition comme un sujet majeur dans le débat public¹. Dans les discours publics comme dans l'opinion, la conscience de l'urgence à agir est de plus en plus partagée². Pourtant, entre cet accord de principe et la réalité vécue au quotidien, un décalage persiste³. C'est ce décalage, ancré dans les conditions concrètes de vie, que cette étude cherche à comprendre. **Pourquoi la transition écologique, pourtant soutenue dans l'opinion, reste-t-elle si difficile à vivre dans de nombreuses communes ?**

À partir des réponses recueillies dans le cadre d'un questionnaire, élaboré en partenariat entre GreenVoice (la plateforme de pétitions de Greenpeace France) et le Laboratoire Fabrique de Pensée Critique (LFPC), l'enquête donne la parole à des milliers de personnes sur leur manière de vivre, concrètement, l'écologie du quotidien dans leur commune. Se déplacer, se loger, se nourrir, préserver son cadre de vie, participer aux décisions locales, autant de dimensions très ordinaires, et pourtant décisives, de la transition

-
- ¹ Les représentations sociales du changement climatique - 25^{ème} vague du baromètre <https://librairie.ademe.fr/changement-climatique/7728-les-representations-sociales-du-changement-climatique-25-eme-vague-du-barometre.html>
 - ² Sondage de l'Ifop pour le Réseau Action Climat et le Secours Catholique - Caritas France de janvier 2025 <https://reseauactionclimat.org/sondage-exclusif-les-francais-ont-soif-de-transition-ecologique-et-sociale>
 - ³ Étude Parlons Climat de novembre 2024 <https://www.parlonsclimat.org/les-francais-parlent-climat-2025>

écologique⁴. **Pour y parvenir, le présent rapport vise à rendre visibles les expériences vécues et à identifier les principaux points de blocage pour faire advenir une transition plus juste à l'échelle locale.** À l'approche des élections municipales, cette enquête invite plus largement à déplacer le regard et à zoomer sur le quotidien des Françaises et des Français. La transition écologique ne se joue pas seulement dans les objectifs affichés ou les grandes stratégies. Elle se joue plus largement dans les communes, dans les choix d'aménagement, dans les services proposés et dans la manière dont les habitantes et habitants sont associés aux décisions qui transforment leur cadre de vie.

Les résultats montrent que, si l'objectif de la transition écologique est largement soutenu par les personnes répondantes, sa mise en pratique apparaît souvent difficile dans les conditions actuelles. Les difficultés exprimées ne relèvent pas d'un manque de volonté individuelle. Elles renvoient à des contraintes matérielles, à l'accès aux services publics, aux infrastructures disponibles, aux coûts supportés et plus largement aux conditions locales de vie. **Autrement dit, l'écologie du quotidien n'est pas vécue de la même manière selon les territoires.** Cette dimension territoriale est donc centrale. Vivre dans une commune rurale, périurbaine ou urbaine n'implique ni les mêmes possibilités ni les mêmes arbitrages. L'offre de transports, l'état du logement, la proximité des services, mais aussi l'accès à des espaces de dialogue et de participation pèsent fortement sur la capacité à adopter des pratiques plus durables. Là où les alternatives manquent, la transition peut apparaître comme une injonction déconnectée des réalités locales.

Les réponses au questionnaire font également apparaître un autre élément structurant. **Lorsque les difficultés du quotidien s'accumulent, le sentiment de mise à distance des décisions publiques se renforce.** La participation citoyenne est l'un des domaines les plus mal évalués. Beaucoup de répondantes et répondants expriment un manque d'écoute, de transparence et d'espaces de dialogue. La transition écologique devient alors non seulement un enjeu matériel, mais aussi un enjeu démocratique.

Cette enquête invite donc à changer de regard sur la transition écologique. Elle confirme que l'enjeu n'est pas tant de convaincre de son importance que de créer les conditions concrètes pour qu'elle puisse être vécue et partagée par le plus grand nombre. Pour étayer son propos, le rapport commence par dresser un état des lieux de la manière dont les personnes répondantes vivent aujourd'hui la transition écologique dans leur quotidien. Il montre que ces expériences varient fortement selon les territoires (1). Le rapport s'attarde ensuite sur les principaux freins identifiés, en soulignant qu'ils relèvent avant tout de l'organisation collective et des services disponibles (2). Il se termine enfin par une analyse du lien entre écologie du quotidien et démocratie locale, afin de comprendre ce que ces difficultés disent de la place accordée aux habitantes et habitants dans les décisions qui les concernent (3).

4 Voir questions et résultats bruts en annexe.

Tableau 1 – Présentation de l'échantillon

CARACTÉRISTIQUES	TENDANCES OBSERVÉES ⁵
Nombre de répondants	Environ 15 000 personnes
Âge	Une population majoritairement âgée : près des trois quarts des personnes répondantes ont plus de 50 ans, dont une part importante de personnes de plus de 65 ans
Genre	Une majorité de femmes
Situation professionnelle	Près de la moitié des répondantes et répondants sont à la retraite
Catégorie socioprofessionnelle	Une surreprésentation des cadres et professions intellectuelles parmi les actifs
Niveau de diplôme	Un niveau de diplôme élevé, avec une majorité de personnes répondantes titulaires d'un diplôme supérieur au bac
Type de commune de résidence	Une répartition très proche de celle de la population française avec une légère surreprésentation de personnes vivant en ruralité
Orientation politique déclarée	Une surreprésentation de personnes se situant à gauche de l'échiquier politique
Lien avec Greenpeace	Une moitié de l'échantillon est adhérente à Greenpeace

Le profil des personnes répondantes reflète en partie les canaux de diffusion de l'enquête. Il ne prétend donc pas être représentatif de l'ensemble de la population française. En revanche, la répartition géographique des répondantes et répondants selon les types de communes est proche de celle observée à l'échelle nationale (urbaines, périurbaines et rurales)⁶. Il offre un matériau riche pour analyser, à partir d'expériences situées, les difficultés concrètes rencontrées dans l'écologie du quotidien et les attentes fortes à l'égard de l'action publique locale.

⁵ La composition de l'échantillon est présentée de manière détaillée en annexe.

⁶ Le type de commune est défini au regard de la grille communale de densité proposé par l'INSEE. Celle-ci permet de classer les communes en fonction du nombre d'habitants et de la répartition de ces habitants sur leur territoire.

Partie 1

Vivre l'écologie au quotidien : entre attentes fortes et difficultés



Les réponses au questionnaire GreenVoice montrent les fortes attentes des personnes répondantes concernant les objectifs de transition écologique de notre société. Elles révèlent aussi des difficultés importantes dans la manière dont cette transition est vécue au quotidien. Ces difficultés ne sont pas homogènes et s'expriment différemment selon les domaines de la transition écologique, le lieu de vie des personnes répondantes ainsi que leur profil.

Des niveaux de satisfaction qui dessinent une hiérarchie claire

Les personnes répondant au questionnaire ont été invitées à évaluer leur niveau de satisfaction sur cinq grandes dimensions de l'écologie du quotidien. Les résultats moyens permettent de dégager une hiérarchie nette des préoccupations.

Tableau 2 – Niveau de satisfaction⁷ par thématique

THÉMATIQUES	INSATISFAITS OU PEU SATISFAITS (NOTE ≤ 3)	SATISFAITS (NOTE ≥ 4)
Alimentation	46 %	54 %
Nature et cadre de vie	49 %	51 %
Logement	80 %	20 %
Transports	73 %	27 %
Participation citoyenne	82 %	18 %

Les résultats montrent que les domaines liés au logement, aux transports et à la participation citoyenne présentent les niveaux de satisfaction les plus faibles. Ces trois dimensions ont un point commun : elles dépendent fortement de décisions collectives, d'infrastructures et de services publics locaux. Les marges de manœuvre individuelles y sont donc limitées.

⁷ Les niveaux de satisfaction sont identifiés comme suit : les notes 4 et 5 correspondent aux répondant-es satisfait-es ; la note de 3 correspond aux répondant-es peu satisfait-es ; les notes 1 et 2 correspondent aux répondant-es insatisfait-es.

Vivre écologiquement ne signifie pas la même chose selon les territoires

Les résultats du questionnaire montrent que les difficultés liées à la transition écologique varient selon le territoire de résidence. Le lieu de vie conditionne l'accès aux alternatives, les arbitrages possibles et la manière dont la transition est perçue au quotidien. Autrement dit, on ne vit pas la transition de la même manière dans une grande ville, une commune périurbaine ou un territoire rural.

Tableau 3⁸ – Niveau moyen de satisfaction selon le type de commune (note moyenne sur 5)

TYPES DE COMMUNES ⁹	NOTE MOYENNE DE SATISFACTION
Urbain dense	3,1
Urbain intermédiaire	2,9
Rural	2,7

→ Voir
carte
page
suivante

Les résultats mettent également en évidence des écarts territoriaux marqués dans la manière dont la transition écologique est vécue au quotidien. Les documents d'analyse montrent que le mécontentement est globalement plus fort en milieu rural qu'en milieu urbain.

Des écarts marqués entre communes urbaines et rurales¹⁰

Lorsque l'on compare les niveaux de satisfaction par thématique selon le type de commune, plusieurs écarts apparaissent. Les transports et, dans une moindre mesure, l'alimentation et la participation citoyenne sont moins bien évalués dans les communes rurales que dans les communes urbaines. À l'inverse, la nature et le cadre de vie sont mieux évalués en milieu rural.

Tableau 4 – Niveau de satisfaction par thématique selon le type de commune (note moyenne sur 5)

	NATURE	ALIMENTATION	TRANSPORT	LOGEMENT	PARTICIPATION
Rural non périurbain	3,66	3,20	1,92	2,62	2,25
Rural périurbain	3,61	3,01	2,12	2,75	2,26
Urbain intermédiaire	3,34	3,43	2,66	2,69	2,42
Urbain dense	3,11	3,62	3,35	2,70	2,71

→ Voir
cartes
pages
suivantes

⁸ Voir détails en annexe.

⁹ Les types de communes correspondent à la définition de l'INSEE de la densité communale. "Plus la population est concentrée et nombreuse, plus la commune est considérée comme dense." <https://www.insee.fr/fr/information/8571524>

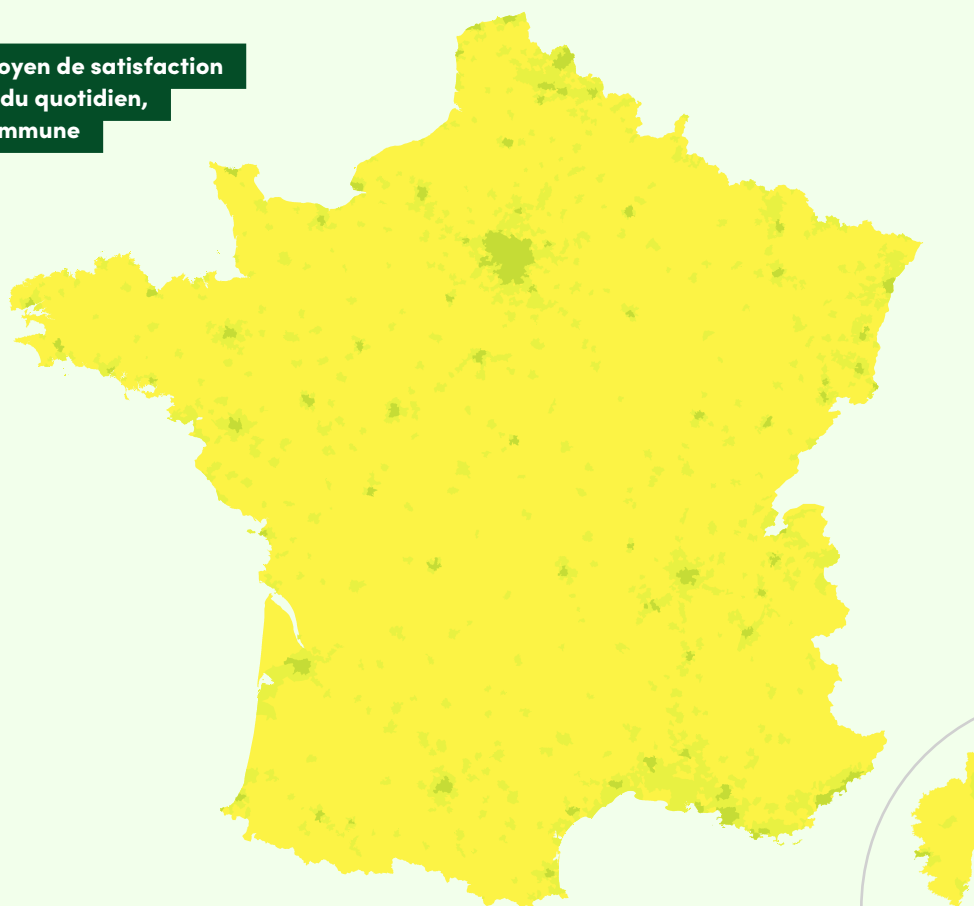
¹⁰ Tableaux descriptifs en annexe.

Carte 1 – Niveau moyen de satisfaction relatif à l'écologie du quotidien, selon le type de commune

Sources :

Grille de densité 2025
(INSEE, juillet 2025),
Admin express (IGN,
janvier 2026),
*Enquête participative
sur l'écologie du
quotidien et la justice
sociale* (Greenvoice,
janvier 2026).

Note sur 5



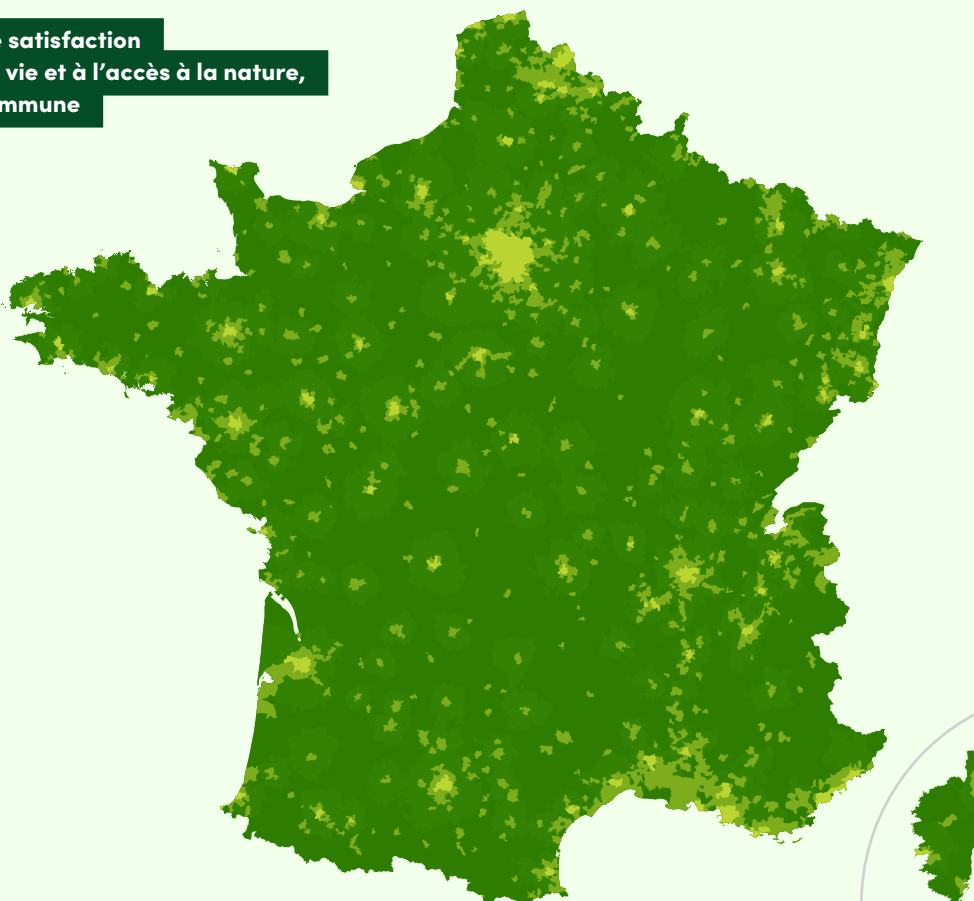
Les territoires ultramarins ne sont malheureusement pas représentés sur cette cartographie car nous n'avons pas eu suffisamment de personnes répondantes issues de ces territoires.

Carte 2– Niveau de satisfaction relatif au cadre de vie et à l'accès à la nature, selon le type de commune

Sources :

Grille de densité 2025
(INSEE, juillet 2025),
Admin express (IGN,
janvier 2026),
*Enquête participative
sur l'écologie du
quotidien et la justice
sociale* (Greenvoice,
janvier 2026).

Note sur 5



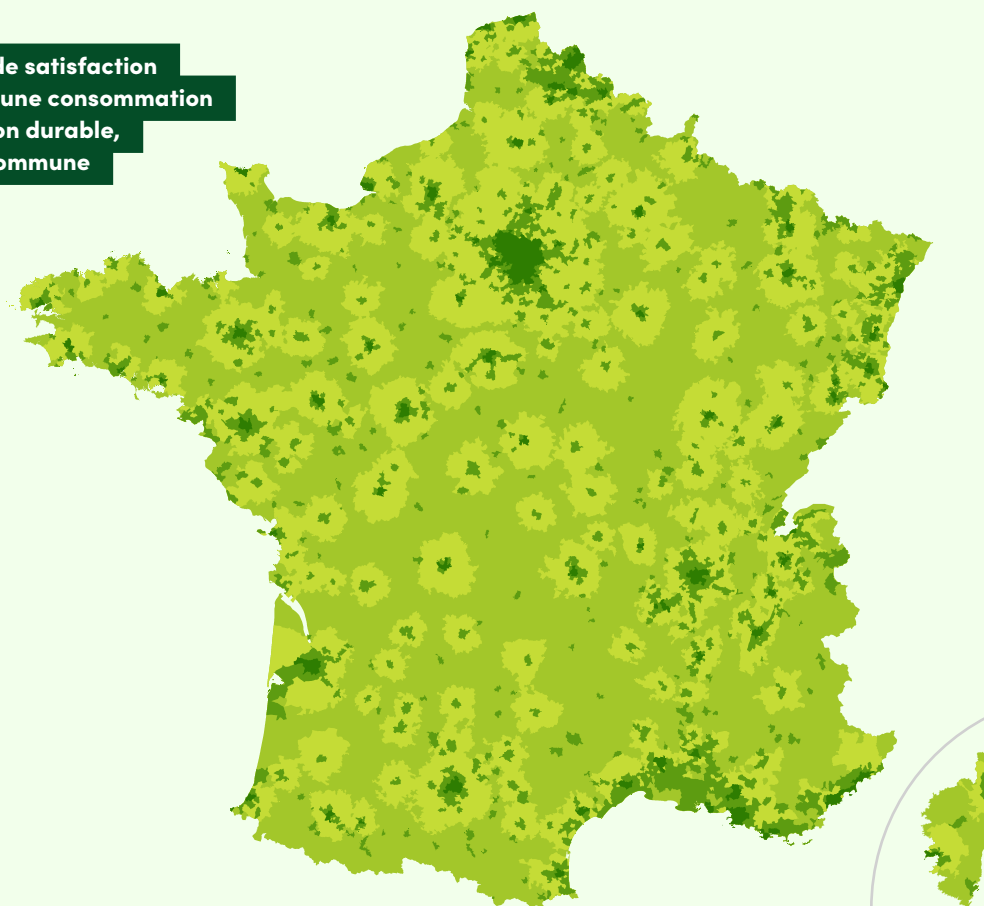
Les territoires ultramarins ne sont malheureusement pas représentés sur cette cartographie car nous n'avons pas eu suffisamment de personnes répondantes issues de ces territoires.

Carte 3 – Niveau de satisfaction relatif à l'accès à une consommation et une alimentation durable, selon le type de commune

Sources :

Grille de densité 2025
(INSEE, juillet 2025),
Admin express (IGN,
janvier 2026),
*Enquête participative
sur l'écologie du
quotidien et la justice
sociale* (Greenvoice,
janvier 2026).

Note sur 5



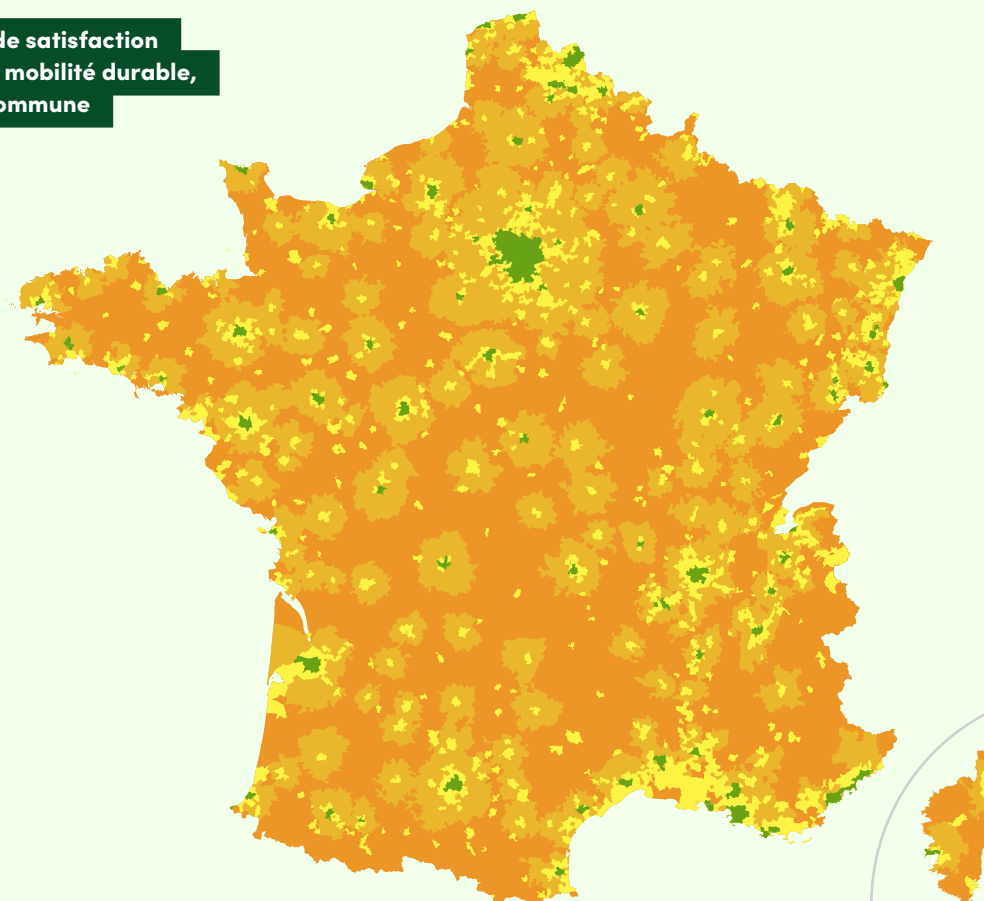
Les territoires ultramarins ne sont malheureusement pas représentés sur cette cartographie car nous n'avons pas eu suffisamment de personnes répondantes issues de ces territoires.

Carte 4 – Niveau de satisfaction relatif à l'offre de mobilité durable, selon le type de commune

Sources :

Grille de densité 2025
(INSEE, juillet 2025),
Admin express (IGN,
janvier 2026),
*Enquête participative
sur l'écologie du
quotidien et la justice
sociale* (Greenvoice,
janvier 2026).

Note sur 5



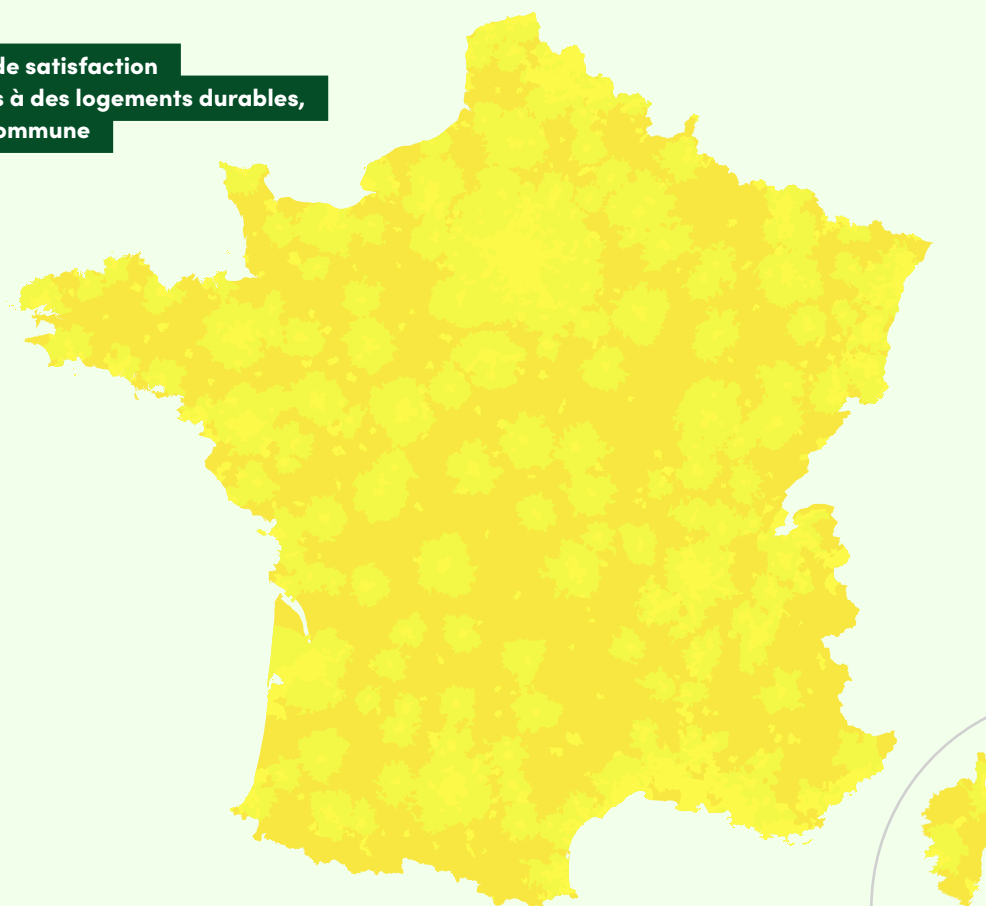
Les territoires ultramarins ne sont malheureusement pas représentés sur cette cartographie car nous n'avons pas eu suffisamment de personnes répondantes issues de ces territoires.

Carte 5 – Niveau de satisfaction en termes d'accès à des logements durables, selon le type de commune

Sources :

Grille de densité 2025
(INSEE, juillet 2025),
Admin express (IGN,
janvier 2026),
*Enquête participative
sur l'écologie du
quotidien et la justice
sociale* (Greenvoice,
janvier 2026).

Note sur 5



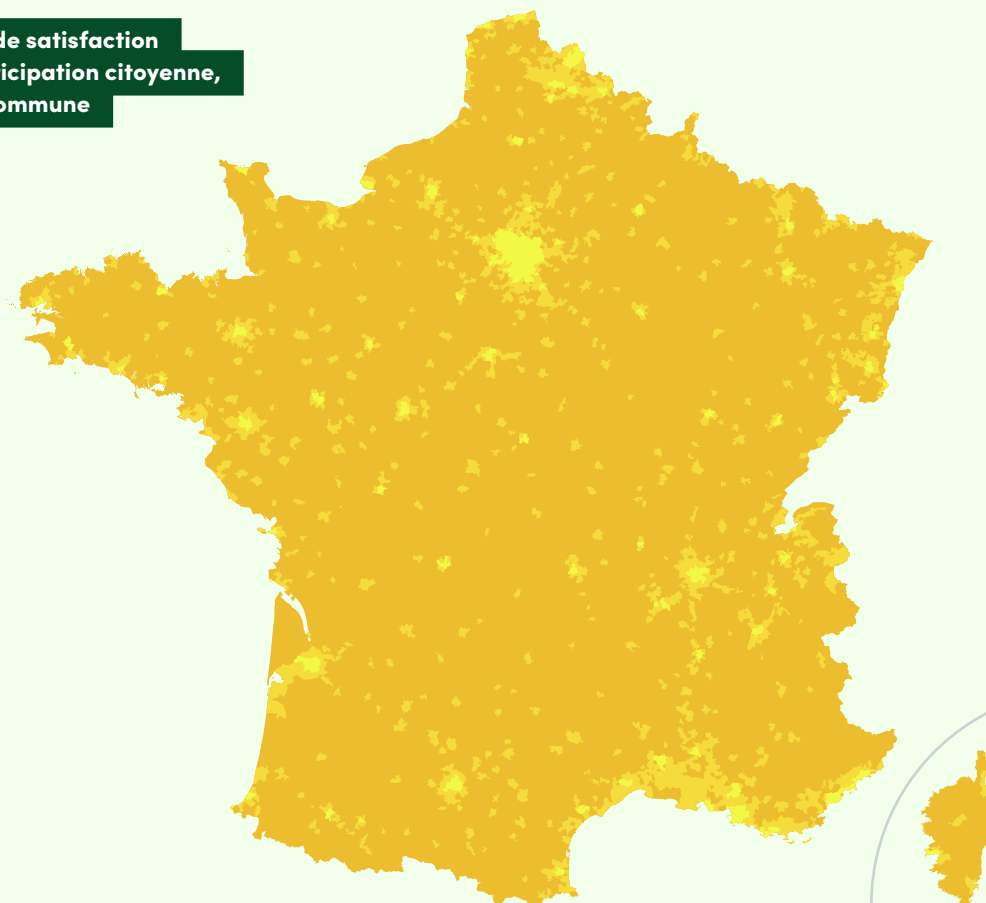
Les territoires ultramarins ne sont malheureusement pas représentés sur cette cartographie car nous n'avons pas eu suffisamment de personnes répondantes issues de ces territoires.

Carte 6 – Niveau de satisfaction en termes de participation citoyenne, selon le type de commune

Sources :

Grille de densité 2025
(INSEE, juillet 2025),
Admin express (IGN,
janvier 2026),
*Enquête participative
sur l'écologie du
quotidien et la justice
sociale* (Greenvoice,
janvier 2026).

Note sur 5



Les territoires ultramarins ne sont malheureusement pas représentés sur cette cartographie car nous n'avons pas eu suffisamment de personnes répondantes issues de ces territoires.

Une transition plus accessible en ville, mais pas nécessairement plus juste¹¹

Les communes urbaines disposent généralement d'une offre plus diversifiée en matière de transports, de services et de dispositifs de participation. Cela facilite l'adoption de pratiques plus écologiques. **Pour autant, les difficultés économiques, la pression sur le logement et le manque de temps continuent de peser fortement sur une partie des personnes répondantes.**

À l'inverse, dans les communes rurales, les marges de manœuvre sont plus réduites. La dépendance à la voiture, le manque d'aides, le coût et l'éloignement des services rendent la transition plus contraignante. **Ces contraintes ne traduisent pas un rejet de la transition écologique mais un manque de conditions favorables pour la mettre en œuvre.**

Ce que révèle la variable territoriale

Cette analyse territoriale met en évidence un enjeu central de justice. La transition écologique repose sur des conditions locales très inégalement réparties. Là où les alternatives existent, les pratiques évoluent plus facilement. Là où elles manquent, la transition peut être vécue comme une injonction éloignée des réalités du quotidien. Ce constat traverse les catégories sociales. De fait, le niveau de diplôme, contrairement à d'autres variables présentées plus bas, ne semble pas particulièrement explicatif du niveau de satisfaction.

L'effet de l'âge sur l'expérience de la transition écologique

Les analyses mettent en évidence des écarts nets selon l'âge, notamment en matière de transports et de participation citoyenne.

Tableau 5 – Satisfaction relative selon l'âge (tendances - voir détails en annexe)

TRANCHE D'ÂGE	TRANSPORTS	PARTICIPATION CITOYENNE	LECTURE D'ENSEMBLE
Moins de 35 ans	Satisfaction plus élevée que la moyenne	Satisfaction plus élevée que la moyenne	Transition perçue comme plus accessible
35 à 64 ans	Satisfaction proche de la moyenne	Satisfaction proche de la moyenne	Expérience intermédiaire, sans écarts marqués
65 ans et plus	Satisfaction plus faible que la moyenne	Satisfaction plus faible que la moyenne	Transition vécue comme plus contraignante

¹¹ Tableaux descriptifs en annexe.

Les jeunes déclarent un niveau de satisfaction globalement plus haut que les autres catégories. En tenant compte des limites de la composition de l'échantillon (jeunes sous-représentés), plusieurs hypothèses prudentes peuvent être formulées. Les résultats suggèrent que les dispositifs existants sont plus fréquemment accessibles ou utilisés par des publics jeunes et urbains. Les personnes âgées, en particulier en milieu rural, utilisent peu les transports collectifs et disposent de moins d'alternatives concrètes. Elles peuvent donc exprimer un mécontentement plus fort, lié à une expérience quotidienne de la mobilité plus contrainte.

De la même manière, les jeunes répondantes et répondants déclarent un niveau de satisfaction plus élevé concernant la participation citoyenne. On peut là encore faire l'hypothèse que les dispositifs participatifs existants s'adressent souvent à des publics déjà insérés dans des réseaux associatifs, militants ou institutionnels, plus fréquents chez les personnes jeunes et urbaines. À l'inverse, les personnes plus âgées, en particulier en milieu rural, disposent de moins d'espaces de dialogue identifiés et accessibles et peuvent avoir le sentiment que les décisions se prennent à distance de leur quotidien. La moindre satisfaction exprimée renvoie ainsi moins à un désintérêt qu'à une difficulté concrète à trouver des formes de participation adaptées à leurs situations de vie¹².

Ces premiers résultats invitent à déplacer le regard. Le problème n'est donc pas l'adhésion aux objectifs de la transition écologique, mais les conditions concrètes de leur mise en œuvre dans les territoires. Cette question des conditions locales sera approfondie dans la partie suivante qui se concentre sur le rôle central des freins dans l'expérience de l'écologie du quotidien.

¹² Ce résultat prolonge de larges pans de la littérature académique récente sur la participation citoyenne. Voir par exemple Gourgues, G., Mazeaud, A., Nez, H., Sainty, J. et Talpin, J. (2021). Les Français veulent-ils plus de démocratie ? Analyse qualitative du rapport des citoyens à la politique. *Sociologie*, 12(1), 1-19.

Partie 2

Les principaux freins à la transition relèvent d'abord de l'organisation collective



La partie précédente a montré que la transition écologique est difficile à vivre au quotidien et que cette difficulté varie fortement selon les territoires. Une analyse plus fine des réponses permet d'aller plus loin. Elle montre que les obstacles rencontrés ne relèvent pas d'un manque d'engagement individuel. Ils sont d'abord liés à la manière dont la transition est organisée collectivement.

Des freins répandus dans toutes les catégories sociales

Lorsqu'on interroge les répondantes et répondants sur les raisons de leur insatisfaction, les réponses convergent fortement. Les freins les plus cités concernent l'absence d'offres adaptées, le coût des solutions existantes et le manque d'accompagnement. Ces éléments apparaissent de manière récurrente, quels que soient l'âge, la situation professionnelle ou le niveau de diplôme.

Tableau 6 – Les freins les plus souvent cités, toutes thématiques confondues¹³

FREINS ÉVOQUÉS PAR LES PERSONNES RÉPONDANTES	CE QUE CELA TRADUIT DANS LA PRATIQUE
Manque d'offres ou d'alternatives accessibles	Des territoires mal équipés pour permettre des choix écologiques
Coût trop élevé des solutions	Une transition perçue comme socialement coûteuse
Manque d'aides et d'accompagnement	Des dispositifs jugés insuffisants ou difficiles à mobiliser
Manque d'information	Un déficit de lisibilité des politiques publiques

Ce tableau met en évidence que les obstacles cités relèvent principalement de décisions collectives, d'investissements publics et de dispositifs d'accompagnement. Ils ne renvoient pas à un rejet de la transition, mais à un manque de conditions favorables pour la mettre en œuvre.

¹³ Résultats détaillés en annexe.

Ce que disent les personnes les plus insatisfaites

Un enseignement important apparaît lorsque l'on s'intéresse spécifiquement aux réponses des personnes les plus insatisfaites. Contrairement à une idée reçue, elles ne formulent pas un malaise diffus. Elles identifient au contraire très précisément les raisons de leurs difficultés.

Tableau 7 – Freins identifiés selon le niveau de satisfaction¹⁴

NIVEAU DE SATISFACTION DÉCLARÉ	FREINS PRINCIPALEMENT CITÉS	CE QUE MONTRENT LES DONNÉES
Satisfaction élevée	Prix, effort demandé, complexité des dispositifs	Les alternatives existent localement, mais leur coût ou leur mise en œuvre pose question
Satisfaction moyenne	Coût, manque d'information, difficultés d'accompagnement	Les alternatives sont partiellement accessibles, mais insuffisamment soutenues
Satisfaction faible	Absence d'offres, manque d'infrastructures, inexistence d'alternatives	Les conditions matérielles de la transition ne sont pas réunies localement

Cette distinction est essentielle pour comprendre la portée politique des résultats. **Avant de discuter du coût ou de l'effort demandé, encore faut-il que des solutions existent à proximité.** Les personnes les plus insatisfaites ne dénoncent pas le prix de solutions accessibles, mais l'absence même d'alternatives compatibles avec leur situation quotidienne.

Ces écarts s'expliquent moins par des préférences individuelles que par des situations de vie différenciées, liées à la situation professionnelle, aux usages quotidiens des services et aux contextes territoriaux, entendus comme l'offre locale d'infrastructures, de services et d'espaces de participation.

¹⁴ Résultats détaillés en annexe.

Une transition qui dépend avant tout de choix collectifs

L'ensemble de ces résultats conduit à un constat clair. Les principaux freins à la transition écologique ne peuvent pas être levés par la seule responsabilisation individuelle. Ils dépendent largement de choix collectifs. Organisation des transports, rénovation du parc de logements, accès à des offres alimentaires de proximité, accompagnement des ménages, information et médiation locales jouent un rôle déterminant. Lorsque ces leviers font défaut, la transition est vécue comme une contrainte supplémentaire. Les données montrent que lorsque des alternatives existent localement, les freins se déplacent de leur absence vers leurs conditions d'accès. Cette évolution des freins est associée à des niveaux de satisfaction plus élevés, y compris dans des contextes de ressources individuelles limitées. Il est important de rappeler que les analyses présentées reposent sur des corrélations observées entre conditions locales, freins déclarés et niveaux de satisfaction. Elles ne mesurent pas des relations causales directes, mais permettent d'identifier des configurations récurrentes de contraintes et de marges de manœuvre.

Les résultats montrent ainsi les limites d'une approche centrée sur les comportements individuels. Lorsque les alternatives n'existent pas localement, lorsque les services sont absents ou inadaptés, les marges de manœuvre individuelles sont très faibles. Dans ce contexte, demander aux habitantes et habitants de "faire leur part" peut renforcer un sentiment d'injustice plutôt que favoriser l'adhésion.

Partie 3

Quand les difficultés du quotidien s'accumulent, la démocratie locale s'affaiblit



Les analyses précédentes ont montré que les difficultés liées à la transition écologique sont fortement territorialisées et qu'elles relèvent largement de l'organisation collective. Les réponses au questionnaire permettent d'aller plus loin. Elles montrent que ces difficultés ont aussi un effet direct sur le rapport des habitantes et habitants à la démocratie locale et à leur capacité à peser sur les décisions.

La participation citoyenne, un point de fragilité central

Parmi les cinq dimensions évaluées dans le questionnaire, la participation citoyenne est celle qui recueille le niveau de satisfaction le plus faible. Ce résultat est constant, quels que soient l'âge ou la situation sociale des personnes répondantes. Il mérite une attention particulière car il touche à la manière dont les habitantes et habitants se sentent associés, ou non, aux choix qui transforment leur cadre de vie.

Les réponses montrent que l'insatisfaction ne porte pas uniquement sur un manque d'information. **Elle concerne surtout le sentiment de ne pas être écouté-e, de ne pas disposer d'espaces de dialogue effectifs et de ne pas voir ses propositions prises en compte.**

Un malaise démocratique fortement marqué dans certains territoires

Lorsque l'on observe la participation citoyenne selon le type de commune, une tendance nette apparaît. Le sentiment de mise à distance des décisions est plus marqué dans les communes rurales que dans les communes urbaines. Cette différence ne renvoie pas à un désintérêt pour la vie locale ; elle s'explique d'abord par le manque d'espaces de concertation accessibles et par l'éloignement des lieux de décision.

Tableau 8 – Ce que disent les personnes répondantes sur la participation citoyenne selon le type de commune¹⁵

TYPE DE COMMUNE	NIVEAU DE SATISFACTION GLOBAL	FREINS LE PLUS SOUVENT EXPRIMÉS	CE QUE CELA RÉVÈLE DES CONDITIONS LOCALES
Communes urbaines denses	Relativement plus élevé que la moyenne	Manque de temps, complexité des dispositifs, difficulté à s’y retrouver	Des dispositifs existants mais perçus comme peu compatibles avec des rythmes de vie contraints
Communes urbaines intermédiaires	Intermédiaire	Accès inégal à l’information, dispositifs peu visibles	Une offre de participation présente mais inégalement distribuée ou peu lisible
Communes rurales	Plus faible que la moyenne	Absence d’espaces de dialogue, faible écoute, éloignement des lieux de décision	Un déficit structurel de dispositifs participatifs accessibles et identifiés

Ce tableau met en évidence une différence de nature dans les difficultés rencontrées. En milieu urbain, la participation est perçue comme difficile à intégrer dans des rythmes de vie contraints. En milieu rural, elle est perçue comme peu accessible, voire absente.

Quand les difficultés matérielles et démocratiques se renforcent les unes les autres

Un autre enseignement important apparaît **lorsque l’on met en relation la satisfaction globale et le rapport à la participation** : les difficultés matérielles du quotidien et le malaise démocratique ne sont pas deux phénomènes séparés. Ils tendent à se renforcer mutuellement dans l’expérience vécue des habitantes et habitants. Lorsque les habitantes et habitants ont le sentiment de ne pas avoir de prise sur la transition écologique au quotidien, ils ont le sentiment de ne pas avoir de prise non plus sur les décisions qui la structurent.

¹⁵ Résultats détaillés en annexe.

Une attente forte de pouvoir agir localement

Les réponses au questionnaire montrent que ce malaise démocratique ne traduit pas un rejet de la démocratie locale. Au contraire, les personnes répondantes expriment une attente forte de participation, de dialogue et de reconnaissance. Elles souhaitent pouvoir faire entendre leurs voix sur les questions qui touchent directement à leur cadre de vie, en particulier celles liées à la transition écologique.

Cette attente est particulièrement marquée dans les territoires où les contraintes matérielles sont les plus fortes et les alternatives les plus limitées. Là où l'offre de services est limitée, là où les alternatives manquent, la demande de participation peut aussi refléter une demande de justice et de considération. Cette lecture permet ainsi de tirer un enseignement central pour l'ensemble du rapport. **La transition écologique ne se joue pas uniquement dans les choix techniques ou économiques. Elle se joue aussi dans la manière dont les décisions sont construites, discutées à l'échelle locale.**

Lorsque la possibilité de participer est faible ou perçue comme inaccessible, la transition risque d'être vécue comme un projet imposé. À l'inverse, lorsque des espaces de dialogue existent et que les habitantes et habitants ont le sentiment de pouvoir agir, la transition peut devenir un projet partagé.

La démocratie locale apparaît ainsi non pas comme un supplément mais comme une condition de la transition juste. C'est sur cette base que la conclusion du rapport propose de replacer la commune, ses services et ses espaces de discussion au cœur des transformations à venir.

Conclusion : replacer la commune au cœur d'une transition juste

Cette enquête montre un décalage entre l'adhésion aux objectifs de la transition écologique et la manière dont elle est vécue au quotidien. Les résultats confirment qu'il faut nuancer l'idée d'un rejet généralisé de l'écologie, souvent mobilisé pour expliquer certaines évolutions politiques récentes.

Dans les communes urbaines, où les alternatives existent davantage et où les services sont plus accessibles, la transition écologique est globalement mieux vécue. Les difficultés exprimées portent surtout sur le coût, le temps ou la complexité des dispositifs, mais rarement sur une remise en cause des objectifs écologiques eux-mêmes. **Autrement dit, là où la transition est praticable, elle ne semble pas produire de rejet massif.**

À l'inverse, dans les territoires ruraux ou fortement contraints, les difficultés sont plus structurelles et la transition apparaît plus souvent comme une injonction difficile à tenir au quotidien. Ce décalage ne renvoie pas à un rejet écologique au sens strict, mais à un sentiment d'injustice et d'impuissance lié à l'absence de solutions concrètes et à un manque d'espaces de dialogue. **Ces résultats invitent ainsi à déplacer le débat, non pas vers une opposition entre écologie et adhésion politique, mais vers la question des conditions territoriales et démocratiques dans lesquelles la transition est mise en œuvre.**

Les difficultés exprimées ne relèvent pas d'un manque de volonté individuelle. Elles renvoient à des réalités très concrètes. L'absence d'alternatives de transport, le coût du logement, le manque d'offres de proximité, ou encore la difficulté à accéder à des espaces de dialogue pèsent lourdement sur les possibilités d'agir. Ces contraintes sont d'autant plus fortes qu'elles sont inégalement réparties sur le territoire.

Le lieu de vie apparaît ainsi comme un facteur central de justice ou d'injustice écologique. Vivre dans une commune rurale, périurbaine ou urbaine ne donne pas les mêmes marges de manœuvre. Là où les services publics sont absents ou éloignés, la transition peut être vécue comme une injonction déconnectée des réalités locales. À l'inverse, là où des alternatives existent, les pratiques évoluent plus facilement, même si les tensions économiques et sociales demeurent.

L'enquête met également en lumière un point souvent sous-estimé. **Les difficultés du quotidien et le rapport à la démocratie locale sont étroitement liés.** La participation citoyenne est l'un des domaines qui suscite le plus d'insatisfaction. Ce malaise démocratique n'exprime pas un désintérêt pour la vie locale. Il traduit au contraire une attente forte d'écoute, de dialogue et de reconnaissance. Lorsque les habitantes et habitants ont le sentiment de ne pas peser sur les décisions, les contraintes matérielles prennent une dimension politique.

La transition écologique ne se joue donc pas seulement dans les objectifs affichés ou les grandes stratégies nationales. Elle se joue dans les communes, dans les choix d'aménagement, dans l'organisation des services publics et dans la manière dont les habitantes et habitants sont associés aux décisions qui transforment leur cadre de vie. **La transition juste n'est pas un supplément social à la transition écologique. Elle en est une condition.**

Cette enquête apporte un enseignement clair à l'approche des élections municipales. Faire de la transition écologique un projet crédible et partagé suppose de partir du quotidien, des territoires et des expériences vécues. Cela implique de renforcer les capacités d'action locales, mais aussi les espaces de dialogue et de décision. Sans prise concrète sur le quotidien et les décisions locales, la transition risque d'alimenter frustrations, incompréhensions et défiance.

Annexes

Introduction – Questions et résultats bruts

1. Transports et mobilité

La mobilité est considérée comme durable lorsqu'il est possible de choisir des modes de déplacements peu ou pas émetteurs de gaz à effet de serre (GES), tels que les transports en commun, la voiture électrique, le covoiturage, le vélo ou la marche.

- ▶ *Quel est votre niveau de satisfaction de l'offre de mobilité durable dans votre commune ?*
→ réponse baromètre de 1 à 5 : **note moyenne de 2,7**
- ▶ *Dans votre quotidien, quels sont les principaux obstacles à une mobilité plus durable ?*
(voir Tableau 6)

2. Alimentation et consommation

Une consommation alimentaire durable et respectueuse de l'environnement consiste à réduire la part des produits à base de viande et/ou ultra-transformés au profit d'alternatives (notamment végétales) qui sont bio, locales et/ou de saison.

- ▶ *Avez-vous accès à une consommation et une alimentation durable dans votre commune ?*
→ réponse baromètre de 1 à 5 : **note moyenne de 3,4**
- ▶ *Dans votre quotidien, quels sont les freins ou les obstacles que vous rencontrez à l'adoption d'une consommation plus durable ?* (voir Tableau 6)

3. Nature, biodiversité et cadre de vie

Un cadre de vie de qualité repose à la fois sur la présence d'espaces naturels et agréables à vivre à proximité et sur l'absence de nuisances qui dégradent le quotidien (comme la pollution, le bruit ou une urbanisation excessive).

- ▶ *Quel est votre niveau de satisfaction en ce qui concerne votre cadre de vie ?*
→ réponse baromètre de 1 à 5 : **note moyenne de 3,3**
- ▶ *Dans votre quotidien, quels sont les freins ou les obstacles que vous rencontrez pour bénéficier d'un cadre de vie de qualité ? (voir Tableau 6)*

4. Logement et énergie

Le logement est dit durable lorsque sa conception (matériaux, aménagement) et ses usages (consommation, énergie) permettent l'amélioration du cadre de vie des personnes et contribuent à s'adapter au changement climatique.

- ▶ *Quel est votre niveau de satisfaction pour profiter de logements durables dans votre commune ?* → réponse baromètre de 1 à 5 : **note moyenne de 2,7**
- ▶ *Dans votre quotidien, quels sont les freins ou les obstacles que vous rencontrez pour vivre dans un logement durable ? (voir Tableau 6)*

5. Participation citoyenne

La participation citoyenne regroupe l'ensemble des démarches permettant aux habitantes et habitants de s'exprimer, d'échanger et de contribuer aux décisions locales, dans un climat de confiance, d'écoute et de reconnaissance de leur rôle dans la construction des politiques publiques.

- ▶ *Quel est votre niveau de satisfaction en termes de participation citoyenne dans votre commune ?* → réponse baromètre de 1 à 5 : **note moyenne de 2,5**
- ▶ *Dans votre quotidien, quels sont les freins ou les obstacles que vous rencontrez pour participer activement aux enjeux environnementaux dans votre commune ? (voir Tableau 6)*

Tableau 1 – Présentation des personnes ayant répondu à la consultation

CARACTÉRISTIQUES**DONNÉES DE L'ENQUÊTE**

Nombre de personnes répondantes	14 569 personnes répondantes
Âge	15-24 ans : 1,9 % 25-34 ans : 4,8 % 35-49 ans : 18,5 % 50-64 ans : 36,4 % 65-plus : 38,4 % 50 ans et plus : 74,8 % de l'échantillon
Genre	Femme : 62,8 % Homme : 36,2 % Autres : 1 %
Situation professionnelle	Vous êtes à la retraite : 45 % Vous exercez une activité professionnelle : 44,3 % Vous êtes dans une autre situation (longue maladie, invalidité...) : 4 % Vous êtes au chômage mais vous avez déjà travaillé : 3,6 % Vous êtes lycéen/lycéenne : 1,6 % Vous êtes homme ou femme au foyer : 1,1 % Vous êtes à la recherche d'un premier emploi : 0,3 %
Catégorie socioprofessionnelle	Agriculteur exploitant, artisan, commerçant, chef d'entreprise : 5,6 % Cadre, profession intellectuelle supérieure : 43,6 % Employé : 17,1 % Ouvrier : 2,4 % Profession intermédiaire : 21,2 % NULL : 10,1 %
Niveau de diplôme	Bac : 11,7 % Brevet des collèges : 2,8 % Certificat d'études primaires : 1 % Diplôme grandes écoles : 11,6 % Diplôme professionnel (CAP, BEP...) : 9,9 % Diplôme universitaire Bac+2 ou Bac+3 : 31,1 % Diplôme universitaire Bac+4 et plus : 31,6 %
Type de commune de résidence	Rural : 35 % Urbain dense : 36 % Urbain intermédiaire : 29 %
Orientation politique déclarée	Très à gauche : 19,9 % À gauche : 48,2 % Au centre : 5,7 % À droite : 2,2 % Très à droite : 1,1 % Ni à gauche ni à droite : 3,4 % Je ne me retrouve pas dans ces catégories : 16,1 % Je ne m'intéresse pas à la politique : 3,5 %
Lien avec Greenpeace	Adhérent Greenpeace : 49,8 % Non adhérent Greenpeace : 50,2 %

Partie 1 : Vivre l'écologie au quotidien : entre attentes fortes et difficultés

Des niveaux de satisfaction qui dessinent une hiérarchie claire

Tableau 2 – Niveau de satisfaction par thématique

THÉMATIQUES	INSATISFAITS (NOTE ≤ 2)	PEU SATISFAITS (NOTE = 3)	SATISFAITS (NOTE ≥ 4)
Alimentation	21,4 %	24,2 %	54,3 %
Nature et cadre de vie	18,8 %	30,7 %	50,5 %
Logement	34,9 %	45,1 %	20 %
Transports	42,9 %	29,6 %	27,5 %
Participation citoyenne	47,9 %	33,7 %	18,4 %

Vivre écologiquement ne signifie pas la même chose selon les territoires

Tableau 3 – Niveau moyen de satisfaction selon le type de commune (note moyenne sur 5)

TYPES DE COMMUNES	NOTES MOYENNES DE SATISFACTION	TYPES DE COMMUNES	NOTES MOYENNES DE SATISFACTION
Urbain dense	3,1	Grand centres urbains	3,1
Urbain intermédiaire	2,9	Ceintures urbaines	2,94
		Centres urbains intermédiaires	2,90
		Petites villes	2,88
Rural	2,7	Bourgs ruraux	2,79
		Rural à habitat dispersé	2,73
		Rural à habitat très dispersé	2,6

Des écarts nets entre communes urbaines et rurales

Lecture : **Seules 12 %** des personnes vivant en **zone rurale** se disent **satisfaites** de l'offre de transport

SATISFAITS (NOTE ≥ 4)	NATURE	ALIMENTATION	TRANSPORT	LOGEMENT	PARTICIPATION
Rural	39 %	29 %	12 %	39 %	27 %
Urbain intermédiaire	29 %	30 %	25 %	28 %	27 %
Urbain dense	31 %	41 %	63 %	33 %	46 %

Lecture : **57 %** des personnes vivant en **zone rurale** se disent **insatisfaites** de l'offre de transport !

INSATISFAITS (NOTE ≤ 2)	NATURE	ALIMENTATION	TRANSPORT	LOGEMENT	PARTICIPATION
Rural	23 %	50 %	57 %	35 %	42 %
Urbain intermédiaire	27 %	27 %	28 %	29 %	28 %
Urbain dense	50 %	23 %	15 %	36 %	30 %

Tableau 4 – Niveau de satisfaction par thématique selon le type de commune (note moyenne sur 5)

	NATURE	ALIMENTATION	TRANSPORT	LOGEMENT	PARTICIPATION
Rural non périurbain	3,66	3,20	1,92	2,62	2,25
Rural périurbain	3,61	3,01	2,12	2,75	2,26
Urbain intermédiaire	3,34	3,43	2,66	2,69	2,42
Urbain dense	3,11	3,62	3,35	2,70	2,71

Une transition plus accessible en ville, mais pas nécessairement plus juste

Tableaux descriptifs - Freins par thématique avec la projection de la répartition par type de communes

FREINS À L'ALIMENTATION	RURAL	URBAIN INTERMÉDIAIRE	URBAIN DENSE
Autre	1,5 %	1 %	1,3 %
Difficultés à changer ses habitudes de consommation	2,9 %	2,7 %	3,6 %
Difficultés à trier ou valoriser ses déchets alimentaires (accès à des dispositifs de recyclage, compost, vrac, ressourcerie, etc.)	2,5 %	3,2 %	4,4 %
Manque d'offres de proximité (marchés, AMAP, vrac...)	6,9 %	4,3 %	5,1 %
Manque de restaurants avec une offre durable	6,9 %	6,6 %	7,8 %
Pas assez de menus végétariens et/ou bio et locaux dans les établissements scolaires	6 %	5 %	5 %
Prix trop élevés	6,7 %	6,8 %	9,9 %

FREINS AUX TRANSPORTS	RURAL	URBAIN INTERMÉDIAIRE	URBAIN DENSE
Absence d'aide à l'acquisition d'un véhicule électrique (voiture ou vélo)	3,7 %	2,7 %	2,5 %
Autre	1,9 %	1,4 %	2,2 %
Coût des transports en commun	2,4 %	2,3 %	4,9 %
Manque d'accessibilité (handicap, information, etc.)	3,4 %	3,3 %	4 %
Manque d'infrastructures de qualité / sécurisées (trottoir, piste cyclable, borne de recharge électrique)	9 %	8,1 %	8,3 %
Manque d'interconnexion entre modes de transport	6,4 %	4,9 %	4,5 %
Offre insuffisante de transports collectifs (bus, tramway, métro, etc.)	12,5 %	7 %	4,7 %

FREINS À LA PARTICIPATION	RURAL	URBAIN INTERMÉDIAIRE	URBAIN DENSE
Autre	1,8 %	1,3 %	1,9 %
Faible écoute ou prise en compte des propositions citoyennes	10 %	8,5 %	9,2 %
Manque d'espaces de dialogue ou de concertation	10,1 %	7,3 %	6,7 %
Manque de transparence des décisions	9,2 %	8,3 %	9,5 %
Pas assez de temps disponible	4,7 %	4,3 %	7,1 %

FREINS AU LOGEMENT	RURAL	URBAIN INTERMÉDIAIRE	URBAIN DENSE
Autre	2,1 %	1,6 %	2,2 %
Contraintes réglementaires (bâtiments anciens, logements classés, etc.)	4,7 %	3,6 %	4,6 %
Coût élevé de l'énergie et des travaux de rénovation	12,6 %	10,5 %	12,8 %
Logement mal isolé, vétuste	4,9 %	4,3 %	6,7 %
Logement trop petit ou mal adapté aux besoins (trop cher, trop petit, etc.)	1,3 %	1,9 %	3,5 %
Manque d'aides financières ou d'informations pour rénover	8,3 %	6,6 %	7,9 %

FREINS À L'ACCÈS À LA NATURE	RURAL	URBAIN INTERMÉDIAIRE	URBAIN DENSE
Activités nuisibles (trafic routier, sur-tourisme...)	7,5 %	8,9 %	13,8 %
Autre	5,7 %	3 %	3,4 %
Manque d'espaces verts / urbanisation excessive	2,3 %	5,7 %	11,2 %
Manque de temps libre	2,8 %	2,4 %	3,7 %
Pollution de l'air ou de l'eau	8 %	7,8 %	13,8 %

L'effet de l'âge et du cycle de vie

Tableaux 5 – Satisfaction relative selon l'âge

Lecture : pour l'alimentation, les 25-34 répondent être satisfait-es en moyenne à 3,64/5

ÂGES	ALIMENTATION	NATURE	TRANSPORT	LOGEMENT	PARTICIPATION	MOYENNE
15-24	3,52	3,36	3,51	2,76	2,82	3,19
25-34	3,64	3,28	3,03	2,67	2,57	3,04
35-49	3,48	3,39	2,76	2,69	2,56	2,98
50-64	3,35	3,31	2,66	2,62	2,43	2,88
65-plus	3,35	3,36	2,68	2,77	2,45	2,92

Partie 2 : Les principaux freins à la transition relèvent d'abord de l'organisation collective

Des freins largement partagés, quelle que soit la situation sociale

Tableau 6 – Les freins par thématiques

FREINS À L'ALIMENTATION	POURCENTAGE DE RÉPONSES
Autre	3,7 %
Difficultés à changer ses habitudes de consommation	9,3 %
Difficultés à trier ou valoriser ses déchets alimentaires (accès à des dispositifs de recyclage, compost, vrac, ressourcerie, etc.)	10,1 %
Manque d'offres de proximité (marchés, AMAP, vrac...)	16,3 %
Manque de restaurants avec une offre durable	21,2 %
Pas assez de menus végétariens et/ou bio et locaux dans les établissements scolaires	16 %
Prix trop élevés	23,3 %

FREINS AUX TRANSPORTS	POURCENTAGE DE RÉPONSES
Absence d'aide à l'acquisition d'un véhicule électrique (voiture ou vélo)	8,9 %
Autre	5,4 %
Coût des transports en commun	9,6 %
Manque d'accessibilité (handicap, information, etc.)	10,7 %
Manque d'infrastructures de qualité / sécurisées (trottoir, piste cyclable, borne de recharge électrique)	25,3 %
Manque d'interconnexion entre modes de transport	15,8 %
Offre insuffisante de transports collectifs (bus, tramway, métro, etc.)	24,2 %

FREINS À LA PARTICIPATION**POURCENTAGE
DE RÉPONSES**

Autre	5 %
Faible écoute ou prise en compte des propositions citoyennes	27,6 %
Manque d'espaces de dialogue ou de concertation	24,2 %
Manque de transparence des décisions	27 %
Pas assez de temps disponible	16,2 %

FREINS AU LOGEMENT**POURCENTAGE
DE RÉPONSES**

Autre	5,8 %
Contraintes réglementaires (bâtiments anciens, logements classés, etc.)	12,9 %
Coût élevé de l'énergie et des travaux de rénovation	35,8 %
Logement mal isolé, vétuste	15,9 %
Logement trop petit ou mal adapté aux besoins (trop cher, trop petit, etc.)	6,7 %
Manque d'aides financières ou d'informations pour rénover	22,8 %

FREINS À L'ACCÈS À LA NATURE**POURCENTAGE
DE RÉPONSES**

Activités nuisibles (trafic routier, sur-tourisme...)	30,1 %
Autre	12,1 %
Manque d'espaces verts / urbanisation excessive	19,1 %
Manque de temps libre	9 %
Pollution de l'air ou de l'eau	29,6 %

Ce que disent les personnes les plus insatisfaites

Tableau 7 – Freins identifiés selon le niveau de satisfaction

Lecture : 28,6 % des personnes insatisfaites mettent en avant le manque d'offres de proximité dans le changement des pratiques alimentaires.

FREINS À L'ALIMENTATION	INSATISFAITS (NOTE ≤ 2)	PEU SATISFAITS (NOTE = 3)	SATISFAITS (NOTE ≥ 4)
Autre	3,4 %	2,9 %	4,4 %
Difficultés à changer ses habitudes de consommation	6,4 %	9,1 %	11,0 %
Difficultés à trier ou valoriser ses déchets alimentaires (accès à des dispositifs de recyclage, compost, vrac, ressourcerie, etc.)	9,7 %	10,2 %	10,3 %
Manque d'offres de proximité (marchés, AMAP, vrac...)	28,6 %	19,7 %	7,4 %
Manque de restaurants avec une offre durable	18,8 %	19,4 %	23,7 %
Pas assez de menus végétariens et/ou bio et locaux dans les établissements scolaires	16,0 %	14,7 %	16,8 %
Prix trop élevés	17,1 %	24,0 %	26,5 %

FREINS AUX TRANSPORTS	INSATISFAITS (NOTE ≤ 2)	PEU SATISFAITS (NOTE = 3)	SATISFAITS (NOTE ≥ 4)
Absence d'aide à l'acquisition d'un véhicule électrique (voiture ou vélo)	8,8 %	8,4 %	10,3 %
Autre	4,0 %	4,7 %	10,5 %
Coût des transports en commun	6,7 %	10,1 %	16,8 %
Manque d'accessibilité (handicap, information, etc.)	10,2 %	10,3 %	12,6 %
Manque d'infrastructures de qualité / sécurisées (trottoir, piste cyclable, borne de recharge électrique)	24,4 %	26,7 %	25,6 %
Manque d'interconnexion entre modes de transport	16,6 %	16,2 %	13,0 %
Offre insuffisante de transports collectifs (bus, tramway, métro, etc.)	29,3 %	23,6 %	11,3 %

FREINS À LA PARTICIPATION

	INSATISFAITS (NOTE ≤ 2)	PEU SATISFAITS (NOTE =3)	SATISFAITS (NOTE ≥ 4)
Autre	3,5 %	5,5 %	11,0 %
Faible écoute ou prise en compte des propositions citoyennes	30,6 %	26,2 %	16,4 %
Manque d'espaces de dialogue ou de concertation	28,6 %	21,0 %	9,7 %
Manque de transparence des décisions	29,1 %	26,0 %	19,3 %
Pas assez de temps disponible	8,2 %	21,3 %	43,6 %

FREINS AU LOGEMENT

	INSATISFAITS (NOTE ≤ 2)	PEU SATISFAITS (NOTE =3)	SATISFAITS (NOTE ≥ 4)
Autre	5,2 %	4,9 %	10,4 %
Contraintes réglementaires (bâtiments anciens, logements classés, etc.)	12,0 %	13,2 %	14,7 %
Coût élevé de l'énergie et des travaux de rénovation	30,5 %	38,8 %	42,3 %
Logement mal isolé, vétuste	21,0 %	14,0 %	6,8 %
Logement trop petit ou mal adapté aux besoins (trop cher, trop petit, etc.)	9,0 %	5,3 %	4,2 %
Manque d'aides financières ou d'informations pour rénover	22,3 %	23,7 %	21,5 %

FREINS À L'ACCÈS À LA NATURE

	INSATISFAITS (NOTE ≤ 2)	PEU SATISFAITS (NOTE =3)	SATISFAITS (NOTE ≥ 4)
Activités nuisibles (trafic routier, sur-tourisme...)	29,6 %	31,3 %	29,4 %
Autre	9,0 %	9,5 %	16,6 %
Manque d'espaces verts / urbanisation excessive	27,4 %	22,3 %	10,9 %
Manque de temps libre	4,7 %	6,7 %	13,9 %
Pollution de l'air ou de l'eau	29,3 %	30,2 %	29,2 %

Partie 3 : Quand les difficultés du quotidien s'accumulent, la démocratie locale s'affaiblit

Un malaise démocratique fortement marqué dans certains territoires

Tableau 8 – Ce que disent les personnes répondantes sur la participation citoyenne, selon le type de commune

Lecture : 10,11 % des habitantes et habitants de communes rurales identifient le manque d'espaces de dialogues ou de concertation comme un frein à la participation.

	Autre	Faible écoute ou prise en compte des propositions citoyennes	Manque d'espaces de dialogue ou de concertation	Manque de transparence des décisions	Pas assez de temps disponible
Rural	1,81 %	9,99 %	10,11 %	9,21 %	4,74 %
Urbain dense	1,88 %	9,19 %	6,74 %	9,54 %	7,14 %
Urbain intermédiaire	1,28 %	8,46 %	7,34 %	8,29 %	4,27 %

Lecture : parmi les personnes répondantes indiquant le manque de temps comme frein à la participation, 44,2 % disent habiter des communes urbaines denses.

	Autre	Faible écoute ou prise en compte des propositions citoyennes	Manque d'espaces de dialogue ou de concertation	Manque de transparence des décisions	Pas assez de temps disponible
Rural	36,4 %	36,1 %	41,8 %	34,1 %	29,4 %
Urbain dense	37,8 %	33,3 %	27,9 %	35,3 %	44,2 %
Urbain intermédiaire	25,8 %	30,6 %	30,4 %	30,6 %	26,4 %

**RAPPORT PUBLIÉ
EN MARS 2026**

GreenVoice

INSA | INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
RENNES